

## **ANNEXE 6 – VERSION PUBLIQUE**

Détail des charges de service public de l'énergie par opérateur et par action, prise en compte des frais de gestion de la Caisse des dépôts et consignations et des frais de gestion liés à la mise aux enchères des garanties d'origine

Cette annexe présente les charges de service public de l'énergie :

- à compenser à chaque opérateur en 2024 ;
- et, à titre exceptionnel, la réévaluation des charges de service public de l'énergie à compenser à chaque opérateur en 2023.

La présente annexe distingue les charges par action suivant le programme budgétaire dédié aux charges de service public de l'énergie, y compris le montant des frais de gestion à compenser à la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et à Powernext en tant que gestionnaire du registre des garanties d'origine.

L'évaluation des frais financiers ainsi que des charges liées aux gels tarifaires est également spécifiquement précisée.

### **Avertissement**

Alors que les résultats affichés dans les autres annexes de la présente délibération sont arrondis à une décimale tout en utilisant des valeurs intermédiaires non arrondies pour les calculs ultérieurs, les résultats de charges à compenser par opérateur en 2023 et en 2024 sont calculés à l'euro près suivant les règles exposées au paragraphe 2.1. Des précisions sont apportées s'agissant des écarts liés aux arrondis effectués.

# SOMMAIRE

<b>1. CONTEXTE JURIDIQUE.....</b>	<b>3</b>
1.1 CHARGES SUPPORTEES PAR LES OPERATEURS EN ELECTRICITE ET EN GAZ NATUREL .....	3
1.2 REEVALUATION EXCEPTIONNELLE DES CHARGES POUR 2023 .....	4
1.3 CHARGES LIEES AUX MESURES EXCEPTIONNELLES DE PROTECTION DES CONSOMMATEURS (BOUCLERS TARIFAIRES ET AMORTISSEURS) .....	4
1.4 FRAIS FINANCIERS .....	5
1.5 FRAIS DE GESTION DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS .....	5
1.6 FRAIS LIES A L'INSCRIPTION AU REGISTRE NATIONAL ET A LA MISE AUX ENCHERES DES GARANTIES D'ORIGINE .....	5
<b>2. MODALITES DE CALCUL DES CHARGES .....</b>	<b>6</b>
2.1 CALCUL DES CHARGES DANS LE NOUVEAU PROGRAMME BUDGETAIRE DEDIE AUX CHARGES .....	6
2.2 FORMULE DE CALCUL DES CHARGES DANS LE CAS GENERAL .....	6
2.3 AFFECTATION DES CHARGES PAR ACTIONS ET SOUS-ACTIONS DANS LE CAS GENERAL .....	6
2.4 ADAPTATION DU CALCUL DES CHARGES DANS LE CADRE DU PRESENT EXERCICE .....	7
2.4.1 Pour la réévaluation des charges pour 2023 .....	7
2.4.2 Pour l'évaluation des charges pour 2024 .....	7
2.5 FORMULE DE CALCUL DES FRAIS FINANCIERS.....	8
<b>3. FRAIS DE GESTION DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS .....</b>	<b>9</b>
<b>4. FRAIS DE GESTION DE POWERNEXT .....</b>	<b>10</b>
<b>5. REEVALUATION DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE POUR 2023 .....</b>	<b>10</b>
5.1 DETAIL DES MONTANTS REEVALUES DE CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE POUR 2023 PAR TYPE D'OPERATEUR .....	10
5.2 BILAN DE LA REEVALUATION DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE POUR 2023 PAR ACTION BUDGETAIRE .....	12
<b>6. EVALUATION DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE POUR 2024 .....</b>	<b>13</b>
6.1 DETAIL DES MONTANTS DE CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE POUR 2024 PAR OPERATEUR ...	13
6.2 BILAN DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE POUR 2024 PAR ACTION BUDGETAIRE .....	14
<b>7. DETAIL DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE DE CHAQUE OPERATEUR REEVALUEES POUR 2023.....</b>	<b>15</b>
<b>8. DETAIL DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE DE CHAQUE OPERATEUR EVALUEES POUR 2024 .....</b>	<b>20</b>

## 1. CONTEXTE JURIDIQUE

### 1.1 Charges supportées par les opérateurs en électricité et en gaz naturel

En application de l'article R. 121-31 du code de l'énergie, lors de l'évaluation annuelle des charges réalisée par la CRE en année N, le montant des charges de service public de l'énergie à compenser aux opérateurs au cours de l'année suivante N+1 correspond :

- Au montant prévisionnel des charges au titre de l'année N+1 (annexe 1) ;
- Augmenté ou diminué de la mise à jour de la prévision de l'année N, correspondant à :
  - L'écart entre la mise à jour de la prévision de charges au titre de l'année N (annexe 2) et les charges prévisionnelles intégrées à l'évaluation des charges à compenser au cours de l'année N<sup>1</sup> ;
  - L'écart entre les charges à compenser pour l'année N notifiées aux opérateurs et la prévision de recouvrement au cours de l'année N (annexe 5)<sup>3</sup> ;
- Augmenté ou diminué de la régularisation de l'année N-1, correspondant à :
  - L'écart entre les charges constatées au titre de l'année N-1 (annexe 3) et les charges prévisionnelles intégrées à l'évaluation des charges à compenser au cours de l'année N<sup>2</sup> ;
  - L'écart entre les charges à compenser pour l'année N-1 notifiées aux opérateurs et les compensations recouvrées au cours de l'année N-1 (annexe 5)<sup>3</sup> ;
- Augmenté ou diminué des charges constatées au titre des années antérieures. Les opérateurs peuvent ainsi déclarer des charges au titre des années antérieures qui ne pouvaient être prises en compte lors des déclarations de charges précédentes : il s'agit de reliquats (annexe 4) ;
- Réduit d'une part, fixée à 75 %<sup>4</sup> par arrêté du ministre chargé de l'énergie, du montant des valorisations financières des garanties d'origine « biométhane » délivrées pour les contrats d'achat signés avant le 9 novembre 2020<sup>5</sup> ;
- Réduit du montant de la valorisation financière des garanties de capacités, en application de l'article L. 121-24 du code de l'énergie<sup>6</sup> ;
- Augmenté ou diminué des intérêts prévus aux articles L. 121-19-1 et L. 121-41 du code de l'énergie, calculés opérateur par opérateur, par application du taux de 1,72 % à la moyenne du déficit ou de l'excédent de compensation constaté l'année précédente (sections 1 et 2) ;
- Augmenté du montant prévisionnel des frais de gestion de la Caisse des dépôts et consignations, au vu de la déclaration prévue au III de l'article R. 121-30 du code de l'énergie, ce montant comprenant l'écart constaté entre les frais prévisionnels et les frais effectivement constatés au titre de l'année N-1 (voir section 1) ;
- Augmenté du montant prévisionnel des frais de gestion et d'inscription au registre national des garanties d'origine pour la mise aux enchères prévue à l'article L. 314-14-1 du code de l'énergie, arrêté dans les conditions précisées au IV de l'article R. 121-30 et corrigé, le cas échéant, de l'écart constaté entre le montant des frais prévisionnels et celui des frais supportés au titre de l'année N-1 par l'organisme mentionné à l'article L. 314-14 (voir section 1).

En application de l'article 181 de la loi de finances pour 2022<sup>7</sup> et de l'article 181 de la loi de finances pour 2023<sup>8</sup>, les pertes de recettes supportées par les fournisseurs d'électricité ou de gaz du fait des mesures exceptionnelles

<sup>1</sup> Dans le cas général, ce sont les charges prévues initialement au titre de l'année N, objet de l'annexe 1 de la délibération de la CRE de mi-juillet N-1 relative à l'évaluation des charges de service public de l'énergie pour l'année N.

<sup>2</sup> Dans le cas général, ce sont les charges prévisionnelles mises à jour au titre de l'année N-1, objet de l'annexe 2 de la délibération de la CRE de mi-juillet N-1 relative à l'évaluation des charges de service public de l'énergie pour l'année N.

<sup>3</sup> Pour EDF, le montant des compensations recouvrées comprend, le cas échéant, la part des montants versés à EDF au titre du complément de prix de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique selon les modalités prévues à l'article R. 336-37 donnant lieu à déduction des versements de la compensation annuelle des charges de service public de l'énergie.

<sup>4</sup> Cette part est réduite à 0 % lorsque le biométhane est utilisé en tant que carburant pour des véhicules.

<sup>5</sup> En application du décret n° 2018-243 du 5 avril 2018 organisant la mise aux enchères des garanties d'origine de l'électricité produite à partir de sources renouvelables, les acheteurs obligés ne sont plus subrogés dans les droits des producteurs à obtenir la délivrance des garanties d'origine de l'électricité produite dans le cadre d'un contrat d'achat et la valorisation financière des garanties d'origine ne vient plus en déduction des charges de service public de l'énergie.

Pour le biométhane injecté, des dispositions similaires ont été introduites par le décret n° 2020-1701 du 24 décembre 2020. Par dérogation, les contrats signés avant le 9 novembre 2020 bénéficient des dispositions en vigueur dans l'ancien régime, la déduction de la valorisation financière des garanties d'origine est alors intégrée dans les montants des charges au titre des années respectives (annexes 1, 2 et 3).

<sup>6</sup> Cette valorisation est intégrée dans les montants des charges au titre des années concernées (annexes 1, 2 et 3).

<sup>7</sup> LOI n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022.

<sup>8</sup> LOI n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023.

de protection des consommateurs (boucliers tarifaires et amortisseurs) constituent des charges de service public (voir section 1.3 et annexe 8).

## 1.2 Réévaluation exceptionnelle des charges pour 2023

Le XII de l'article 181 de la loi de finances pour 2023<sup>8</sup> prévoit un cadre dérogatoire pour l'évaluation des charges à compenser en 2023 : « Par dérogation aux articles L. 121-9 et L. 121-37 du code de l'énergie, la Commission de régulation de l'énergie peut, tout au long de l'année 2023, délibérer pour ajuster les montants des charges de service public de l'énergie pour l'année 2023, pour tenir compte notamment de l'évolution des prix de marché. ». Il ouvre ainsi la possibilité de procéder à une réévaluation des charges de service public de l'énergie à compenser aux opérateurs lors de l'année en cours, pour l'année 2023.

En 2022, la CRE avait initialement évalué les charges pour 2023 lors de l'exercice annuel de calcul des charges, dans sa délibération du 13 juillet 2022<sup>9</sup>. Elle avait ensuite procédé, par la délibération du 3 novembre 2022<sup>10</sup>, à une réévaluation exceptionnelle des charges pour 2023, afin de prendre en compte l'effet de la crise des prix de gros de l'énergie et donc de la forte baisse des charges liées aux énergies renouvelables en métropole continentale. Cette délibération prévoyait, pour de nombreux cocontractants de contrats de soutien à la production d'énergie, le reversement de montants importants à l'Etat au cours de l'année 2023, dans la mesure où (i) la valorisation prévisionnelle de l'énergie soutenue excédait fortement les niveaux de tarifs garantis par les contrats de soutien et (ii) les opérateurs avaient reçu des compensations plus importantes que nécessaires au cours de l'année 2022<sup>11</sup>, à régulariser.

Au vu de la baisse, depuis la fin de l'année 2022, des prix de gros de l'énergie par rapport aux références retenues dans la délibération de la CRE du 3 novembre 2022 (avec la deuxième quinzaine de septembre retenue par la CRE comme période de cotation), les charges générées par les contrats de soutien à la production d'énergie augmentent en conséquence sur la fin de l'année 2022 et l'année 2023.

En particulier, la gestion de ces contrats génère moins de recettes que prévues dans la délibération du 3 novembre 2022 : plusieurs opérateurs ont ainsi indiqué qu'ils n'étaient pas en mesure de reverser à l'Etat les montants de charges notifiés pour 2023 à la suite de la réévaluation du 3 novembre 2022. Pour remédier à ces problèmes de trésorerie, des conventions de reversement à l'Etat *ad hoc* ont été conclues entre les opérateurs et la Direction Générale de l'énergie et du climat, afin d'adapter les montants reversés au 1<sup>er</sup> semestre 2023 par les opérateurs, sur la base d'estimations se fondant sur des références de prix plus récentes.

Dans ces circonstances, la CRE fait usage de la dérogation prévue par la loi de finances pour 2023 pour procéder, par le biais de la présente délibération et concomitamment à l'évaluation annuelle des charges pour l'année suivante (2024), à la réévaluation des charges pour l'année en cours (2023). Elle adapte, à cet effet, les modalités de calcul des charges dans le cas général, détaillées à la section 2.2, pour le calcul des charges pour 2023 (section 2.4.1) et pour 2024 (section 2.4.2).

## 1.3 Charges liées aux mesures exceptionnelles de protection des consommateurs (boucliers tarifaires et amortisseurs)

Face à la hausse exceptionnelle des prix de gros de l'électricité et du gaz naturel depuis le deuxième semestre 2021, le gouvernement a mis en place des mesures de protection des consommateurs, notamment une baisse de la fiscalité sur l'électricité et le gel des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel.

La loi de finances pour 2023<sup>8</sup> a prolongé et élargi, dans son article 181, les mesures de protection déjà mises en place par l'article 181 de la loi de finances pour 2022<sup>7</sup>. Elle stipule également que les pertes de recettes supportées par les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel à ce titre constituent des charges de service public de l'énergie.

La CRE a ainsi évalué les charges en résultant au titre des années 2021, 2022 et 2023, qui sont présentées dans l'annexe 8 de la présente délibération.

Par ailleurs, des acomptes ont été versés en 2022 à certains fournisseurs de gaz naturel et d'électricité, en application respectivement du III et du X de l'article 181 de la loi de finances pour 2022. Les montants correspondants sont également rappelés dans l'annexe 8. Ils viennent en déduction des charges à compenser aux opérateurs en 2023, en tant que compensations recouvrées en 2022.

Comme explicité au 1.2, la CRE procède à une réévaluation exceptionnelle des charges à compenser en 2023 et réévalue à ce titre les montants totaux des charges liées aux boucliers tarifaires et amortisseurs à compenser aux fournisseurs en 2023, ou à reverser par ces derniers. Ceux-ci sont calculés selon les modalités exposées dans la

<sup>9</sup> Délibération de la CRE du 13 juillet 2022 relative à l'évaluation des charges de service public de l'énergie pour 2023.

<sup>10</sup> Délibération de la CRE du 3 novembre 2022 relative à la réévaluation des charges de service public de l'énergie pour 2023.

<sup>11</sup> Les compensations versées en 2022 correspondaient aux charges prévues par la CRE dans sa délibération du 15 juillet 2021, modifiées par sa délibération du 7 octobre 2021 : elles se basaient sur des charges prévisionnelles au titre de 2022 et une mise à jour des charges prévisionnelles au titre de 2021, donc des références de prix prévisionnelles plus basses que les prix qui se sont in fine matérialisés fin 2021 et en 2022 dans le contexte de crise des prix de gros.

section 2.4.1. Les versements ayant lieu entre les fournisseurs et l'Etat au second semestre 2023 pourront ainsi intégrer la vision la plus à jour des charges supportées par ces fournisseurs. Pour 2023, le bilan des charges et frais financiers liés aux boucliers tarifaires et amortisseurs est ainsi exposé dans la section 5 tandis que le détail par opérateur est donné dans le Tableau XX.

La CRE procède également à l'évaluation des charges à compenser en 2024, selon les modalités exposées dans la section 2.4.2. Aucun montant de charges prévisionnelles au titre de 2024 n'étant prévu à ce stade, les charges à compenser en 2024 liées aux mesures exceptionnelles de protection des consommateurs comportent uniquement les reliquats au titre de 2021 ainsi que les frais financiers 2022. Ces frais financiers sont calculés par application de la formule détaillée à la section 2.5. Pour 2024, le bilan des charges et frais financiers liés aux boucliers tarifaires et amortisseurs est ainsi exposé dans la section 6 tandis que le détail par opérateur est donné dans le Tableau XX.

#### **1.4 Frais financiers**

En application des articles L. 121-19-1 et L. 121-41 du code de l'énergie, les charges de service public de l'énergie supportées par les opérateurs sont majorées ou diminuées de frais financiers définis comme suit : « *si le montant de la totalité des acomptes versés au titre d'une année est inférieur, respectivement supérieur, au montant constaté des charges mentionnées aux articles* » L. 121-7, L. 121-8 et L. 121-8-1 pour ce qui concerne l'électricité et à l'article L. 121-35 pour ce qui concerne le gaz « *il en résulte respectivement, une charge ou un produit, qui porte intérêt à un taux fixé par décret. La charge ou le produit ainsi calculé est, respectivement, ajoutée ou retranché aux charges à compenser à cet opérateur pour les années suivantes.* »

Le h) du I de l'article R. 121-31 du code de l'énergie précise que le montant des charges imputables aux missions de service public incombant à chaque opérateur est « *augmenté ou diminué des intérêts prévus aux articles L.121-19-1 et L.121-41, calculés opérateur par opérateur, par application, à la moyenne du déficit ou de l'excédent de compensation constaté l'année précédente, du taux de 1,72 %, qui peut être modifié par décret. Les modalités de calcul de ces intérêts sont établies par la Commission de régulation de l'énergie.* »

#### **1.5 Frais de gestion de la Caisse des dépôts et consignations**

En application du III de l'article R. 121-30 du code de l'énergie « *la Caisse des dépôts et consignations notifie, avant le 31 mars de chaque année, au ministre chargé de l'énergie et à la Commission de régulation de l'énergie, le montant des frais de gestion qu'elle a effectivement supportés au titre de l'année précédente et le montant prévisionnel des frais de gestion pour l'année suivante. Les ministres chargés de l'économie et de l'énergie arrêtent le montant des frais de gestion avant le 1<sup>er</sup> juillet.* »

Le d) du I de l'article R. 121-31 du code de l'énergie précise que la CRE évalue chaque année le montant des charges imputables aux missions de service public « *augmenté du montant prévisionnel des frais de gestion de la Caisse des dépôts et consignations, au vu de la déclaration prévue au III de l'article R. 121-30 [précitée], ce montant comprenant l'écart constaté entre les frais prévisionnels et les frais effectivement exposés au titre de l'année précédente* ».

#### **1.6 Frais liés à l'inscription au registre national et à la mise aux enchères des garanties d'origine**

En application du IV de l'article R. 121-30 du code de l'énergie, « *l'organisme mentionné à l'article L. 314-14 notifie, avant le 31 mars de chaque année, au ministre chargé de l'énergie et à la Commission de régulation de l'énergie, les éléments permettant de déterminer le montant des frais de gestion et d'inscription au registre national des garanties d'origine pour la mise aux enchères prévue à l'article L. 314-14-1 au titre de l'année précédente ainsi que le montant prévisionnel de ces mêmes frais pour l'année suivante. La Commission de régulation de l'énergie détermine le montant des frais à compenser* ».

Le i) du I de l'article R. 121-31 du code de l'énergie précise que la CRE évalue chaque année le montant des charges imputables aux missions de service public « *augmenté du montant prévisionnel des frais de gestion et d'inscription au registre national des garanties d'origine pour la mise aux enchères prévue à l'article L. 314-14-1, arrêté dans les conditions précisées au IV de l'article R. 121-30 et corrigé, le cas échéant, de l'écart constaté entre le montant des frais prévisionnels et celui des frais supportés au titre de l'année précédente par l'organisme mentionné à l'article L. 314-14.* »

L'entreprise Powernext a été désignée en application de l'arrêté du 24 août 2018 désignant l'organisme en charge du registre national des garanties d'origine de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelable ou par cogénération et de la mise aux enchères des garanties d'origine de l'électricité produite à partir de sources renouvelables. Les tarifs facturés pour les différentes prestations réalisées au titre des articles L. 314-14 et suivants du code de l'énergie sont précisés dans l'arrêté du 24 août 2018.

Ce mandat de gestion a été octroyé pour une durée de cinq ans : l'année 2023 est ainsi la dernière année du mandat actuellement alloué à Powernext. L'organisme qui sera chargé en 2024 par l'autorité administrative de la gestion du registre national des garanties d'origines et de leur mise aux enchères pour le compte de l'Etat n'est pas désigné à ce stade : aucun montant n'est donc retenu en tant que charges prévisionnelles au titre de 2024, comme précisé à la section 4.

## 2. MODALITES DE CALCUL DES CHARGES

### 2.1 Calcul des charges dans le nouveau programme budgétaire dédié aux charges

Le compte d'affectation spéciale « Transition énergétique » a été supprimé par la loi de finances pour 2020. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, en application de l'article 89 de la loi de finances pour 2020, le compte d'affectation spéciale « Transition énergétique » a été supprimé et toutes les charges de service public de l'énergie sont désormais inscrites au sein d'un programme budgétaire dédié du budget général de l'État, décomposé en actions et sous-actions.

Le détail des actions et des sous-actions est exposé dans les Tableaux 2 et 4 ainsi que dans le corps de la délibération. La CRE suit cette maquette budgétaire pour classer les charges de service public de l'énergie pour l'année 2023 et pour l'année 2024.

Au même titre que pour les charges à compenser en 2023 et en 2024, pour chacun des opérateurs, les charges sont calculées et arrondies à l'euro près par sous-actions ou par actions. Si une action est subdivisée en sous-actions, le montant inscrit est calculé comme la somme des montants inscrits pour chacune des sous-actions. Par suite, les charges par opérateurs sont calculées comme la somme des montants inscrits dans chacune des actions.

Le total des charges à financer et sa décomposition par actions sont calculés comme la somme des charges calculées par opérateur conformément au paragraphe ci-dessus. La CRE donne, pour information, l'écart entre les montants ainsi inscrits et les montants qui résulteraient d'un calcul utilisant les valeurs non arrondies.

### 2.2 Formule de calcul des charges dans le cas général

La formule générale appliquée par la CRE pour le calcul des charges de service public de l'énergie pour l'année N+1 (en dehors des frais de gestion de la CDC et du gestionnaire du registre des garanties d'origines) est la suivante :

$$CP_{N+1} = CP'_{N+1} + (CP''_N - CP'_N) + (CP_N - CR'_N) + (CC_{N-1} - CP''_{N-1}) + (CP_{N-1} - CR_{N-1}) + R_{N-1} + FF_{N-1}$$

avec :

$CP_N$  = charges prévisionnelles pour l'année N

$CP'_N$  = charges prévisionnelles au titre de l'année N

$CP''_N$  = mise à jour du montant des charges prévisionnelles au titre de l'année N

$CC_N$  = charges constatées au titre de l'année N

$CR'_N$  = montant prévisionnel des compensations recouvrées pour l'année N

$CR_N$  = compensations recouvrées pour l'année N

$R_N$  = charges supportées en année N au titre d'années antérieures mais qui ne pouvaient pas être prises en compte auparavant

$FF_N$  = frais financiers calculés pour l'année N

N = année considérée

### 2.3 Affectation des charges par actions et sous-actions dans le cas général

Une sous-action dédiée inclut notamment les frais financiers  $FF_{N-1}$  ainsi que, le cas échéant, les écarts de recouvrement constatés en année N-1 – terme  $(CP_{N-1} - CR_{N-1})$  – et prévisionnels en année N – terme  $(CP_N - CR'_N)$ .

La formule du calcul des montants à affecter pour l'année N+1 aux autres sous-actions ou actions est ainsi la suivante :

$$CP_{N+1} = CP'_{N+1} + (CP''_N - CP'_N) + (CC_{N-1} - CP''_{N-1}) + R_{N-1}$$

Outre les charges prévisionnelles au titre de l'année N+1, ce dernier calcul inclut donc (1) une régularisation entre la prévision initiale et la prévision mise à jour au titre de l'année N, (2) une régularisation entre la prévision mise à jour et les charges constatées au titre de l'année N-1 ainsi que (3) les reliquats au titre des années antérieures à N-1.



## 2.4 Adaptation du calcul des charges dans le cadre du présent exercice

### 2.4.1 Pour la réévaluation des charges pour 2023

#### 2.4.1.1 Formule de calcul des charges

La formule de calcul des charges dans le cas général exposée à la section 2.2 est adaptée afin de procéder à la réévaluation exceptionnelle des charges pour 2023 comme indiqué à la section 1.2. Cette adaptation vise à tenir compte de l'ampleur de l'évolution des prix de marché en 2022 et 2023, et donc à considérer dans le calcul des charges pour 2023 les dernières estimations :

- des charges au titre de 2023, à savoir la mise à jour de la prévision au titre de 2023 (annexe 2), terme  $CP''_{23}$ , au lieu de la prévision initiale au titre de 2023, terme  $CP'_{23}$  ;
- des charges au titre de 2022, à savoir les charges constatées au titre de 2022 (annexe 3), terme  $CC_{22}$ , au lieu de la mise à jour des prévisions au titre de 2022, terme  $CP''_{22}$ .

En outre, sont prises en compte les compensations recouvrées pour l'année 2022 (annexe 5), terme  $CR_{22}$ , désormais connues, au lieu du montant prévisionnel des compensations recouvrées pour l'année 2022, terme  $CR'_{22}$ .

Les termes concernant l'année 2021,  $CC_{21}$ ,  $CP'_{21}$ ,  $CP_{21}$ ,  $CR_{21}$ ,  $R_{21}$ ,  $FF_{21}$ , avaient déjà été évalués dans la délibération de la CRE du 3 novembre 2022 sur la base d'éléments constatés et sont donc inchangés.

La formule de calcul qui en résulte est la suivante pour la réévaluation des charges pour 2023 (les termes modifiés par rapport à la formule usuelle sont indiqués en rouge) :

$$CP_{23} = CP''_{23} + (CC_{22} - CP'_{22}) + (CP_{22} - CR_{22}) + (CC_{21} - CP'_{21}) + (CP_{21} - CR_{21}) + R_{21} + FF_{21}$$

#### 2.4.1.2 Affectation des charges par action et par sous-action

Comme précisé au paragraphe 2.3, une sous-action dédiée inclut notamment les frais financiers  $FF_{21}$  ainsi que les écarts de recouvrement générés en 2021 – terme  $(CP_{21} - CR_{21})$  – et en 2022 – terme  $(CP_{22} - CR_{22})$ , cf. section 2.4.1.3.

La formule du calcul des montants à affecter pour l'année 2023 aux autres sous-actions ou actions est ainsi la suivante :

$$CP_{23} = CP''_{23} + (CC_{22} - CP'_{22}) + (CP_{21} - CR_{21}) + R_{21}$$

Outre la mise à jour des charges prévisionnelles au titre de l'année 2023, ce dernier calcul inclut donc (1) une régularisation entre les charges constatées et la prévision initiale au titre de l'année 2022, (2) une régularisation entre les charges constatées et la prévision mise à jour au titre de l'année 2021 ainsi que (3) les reliquats au titre des années antérieures à 2021.

#### 2.4.1.3 Précisions concernant les termes d'écart de recouvrement

Le terme  $(CP_{21} - CR_{21})$  est nul pour tous les opérateurs, dans la mesure où l'ensemble des opérateurs ont été compensés à hauteur de leurs charges de service public prévisionnelles.

S'agissant des charges hors gels tarifaires, comme détaillé dans l'annexe 5, le terme  $(CP_{22} - CR_{22})$  est nul pour tous les opérateurs, hormis :

- EDF, pour lequel la CRE intègre un recouvrement supplémentaire au cours de l'année 2022 au titre du complément de prix ARENH portant sur l'année 2021 ;
- trois opérateurs en situation de liquidation judiciaire vers lesquels les versements ont été arrêtés en début d'année 2022.

Pour les charges liées aux gels tarifaires, le terme  $(CP_{22} - CR_{22})$  correspond, le cas échéant, à la déduction des acomptes versés aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel en 2022. Ces acomptes sont rappelés dans l'annexe 8.

### 2.4.2 Pour l'évaluation des charges pour 2024

#### 2.4.2.1 Formule de calcul des charges

La formule de calcul des charges dans le cas général exposée à la section 2.2 est adaptée en conséquence pour procéder à l'évaluation des charges pour 2024 comme indiqué à la section 1.2. Cette adaptation vise à tenir compte de l'annulation de plusieurs termes dans les régularisations au titre des années 2023 et 2022, qui sont déjà pris en compte dans la réévaluation des charges pour 2023 :

- pour la régularisation au titre de l'année en cours 2023 :
  1. l'écart entre la mise à jour de la prévision de charges au titre de 2023 (annexe 2) et les charges prévisionnelles intégrées à l'évaluation des charges à compenser pour 2023 **est nul** dans la mesure où ces dernières intègrent déjà la mise à jour de la prévision au titre de 2023, terme  $CP'_{23}$ , au lieu de la prévision initiale au titre de 2023, terme  $CP_{23}$  ;
  2. l'écart entre les charges à compenser pour l'année 2023, telles que réévaluées dans la présente délibération et la prévision de recouvrement au cours de l'année 2023 (annexe 5) **est pris en compte** (cf. section 2.4.2.3) ;
- pour la régularisation au titre de l'année antérieure 2022 :
  3. l'écart entre les charges constatées au titre de l'année 2022 (annexe 3) et les charges prévisionnelles intégrées à l'évaluation des charges à compenser pour l'année 2023 **est nul** dans la mesure où ces dernières intègrent déjà les charges constatées au titre de 2022, terme  $CC_{22}$ , au lieu de la mise à jour des prévisions au titre de 2022, terme  $CP''_{22}$  ;
  4. l'écart entre les charges à compenser pour l'année 2022 notifiées aux opérateurs et les compensations recouvrées au cours de l'année 2022 (annexe 5) **n'est pas pris en compte** dans la mesure où sont déjà intégrées aux charges à compenser pour 2023 les compensations recouvrées pour l'année 2022, terme  $CR_{22}$ , désormais connues, au lieu du montant prévisionnel des compensations recouvrées pour l'année 2022, terme  $CR'_{22}$ .

La formule de calcul peut ainsi être simplifiée :

$$CP_{24} = CP'_{24} + \underbrace{(CP''_{23} - CP'_{23})}_{1.} + \underbrace{(CP_{23} - CR'_{23})}_{2.} + \underbrace{(CC_{22} - CP'_{22})}_{3.} + \underbrace{(CP_{22} - CR_{22})}_{4.} + R_{22} + FF_{22}$$

En définitive, la formule qui en résulte est la suivante pour l'évaluation des charges pour 2024 :

$$CP_{24} = CP'_{24} + (CP_{23} - CR'_{23}) + R_{22} + FF_{22}$$

#### 2.4.2.2 Affectation des charges par action et par sous-action

Une sous-action dédiée inclut notamment les frais financiers  $FF_{22}$  ainsi que les écarts de recouvrement prévisionnels en 2023 – terme  $(CP_{23} - CR'_{23})$ , cf. section 2.4.2.3.

La formule du calcul des montants à affecter pour l'année 2024 aux autres sous-actions ou actions est ainsi la suivante :

$$CP_{24} = CP'_{24} + R_{22}$$

Outre la mise à jour des charges prévisionnelles au titre de l'année 2024, ce dernier calcul inclut donc uniquement les reliquats au titre des années antérieures à 2022.

#### 2.4.2.3 Précisions concernant le terme d'écart de recouvrement

Le terme  $(CP_{23} - CR'_{23})$  est nul pour tous les opérateurs, excepté EDF. En effet, les « compensations qui devraient être recouvrées » en 2023 devraient correspondre à la présente réévaluation par la CRE des charges à compenser en 2023. Les administrations en charge de l'exécution de la compensation et du recouvrement des charges de service public de l'énergie ont informé la CRE que les versements seraient effectivement adaptés au second semestre de l'année 2023 pour que les charges versées et perçues par les opérateurs en 2023 correspondent *in fine* aux montants inscrits dans la présente réévaluation pour 2023. Dès lors, la CRE n'intègre aucune prévision d'écart entre ces montants dans son évaluation des charges à compenser en 2024.

En revanche, concernant EDF, elle intègre la prévision d'un recouvrement supplémentaire au cours de l'année 2023 au titre du complément de prix ARENH portant sur l'année 2022, tel que détaillé dans l'annexe 5.

### 2.5 Formule de calcul des frais financiers

Les frais financiers sont calculés comme suit :

$$FF_{22} = [(CP_{22} - CR_{22}) + (CC_{22} - CP'_{22}) + R_{22}] * 0,5 * 1,72 \%$$

$$+ [(CP_{21} - CR_{21}) + (CC_{21} - 0,5 * CP'_{21} - 0,5 * CP''_{21}) + R_{21} + FF_{21}] * 1,72 \%$$



$$+ [(CP_{20} - CR_{20}) + (CC_{20} - CP'_{20}) + R_{20} + FF_{20}] * 0,5 * 1,72 \%$$

avec :

$FF_N$  = frais financiers calculés pour l'année N

$CC_N$  = charges constatées au titre de l'année N

$CP'_N$  = charges prévisionnelles au titre de l'année N

$CP''_N$  = mise à jour du montant des charges prévisionnelles au titre de l'année N

$CP_N$  = charges prévisionnelles pour l'année N

$CR_N$  = compensations recouvrées pour l'année N

$CR'_N$  = montant prévisionnel des compensations recouvrées pour l'année N

$R_N$  = charges supportées en année N au titre d'années antérieures mais qui ne pouvaient pas être prises en compte auparavant

N = année considérée

Les modifications exceptionnelles des modalités de calcul des charges exposées à la section 2.4 afin de procéder à la réévaluation des charges pour 2023 n'ont pas d'impact sur le calcul du terme  $FF_{22}$  (frais financiers au titre de 2022), qui est intégré aux charges à compenser en 2024. Il s'agit des frais financiers générés par le déficit ou l'excédent de compensation constaté en 2022. Celui-ci se décompose en trois termes représentant :

- la création d'un écart de trésorerie au titre de 2022, correspondant à l'écart entre les charges réellement supportées et les versements effectués basés sur la prévision initiale des charges au titre de 2022 ;
- l'évolution de l'écart de trésorerie au titre de 2021 du fait de l'intégration dans la compensation pour 2022 de régularisations basées sur la mise à jour des charges au titre de 2021 ;
- la résorption de l'écart de trésorerie au titre de 2020 du fait de l'intégration dans la compensation pour 2022 de régularisations basées sur les charges constatées au titre de 2020.

En revanche, ces modifications auront un impact sur le calcul des termes  $FF_{23}$  et  $FF_{24}$ , où il conviendra de considérer que  $CP''_{22} = CC_{22}$  et  $CP'_{23} = CP''_{23}$  comme défini dans la section 2.4.1.1.

### 3. FRAIS DE GESTION DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Pour 2023, les charges à compenser à la Caisse des dépôts et consignations pour la gestion des comptes relatifs aux charges de service public de l'énergie sont inchangées et s'élèvent à **30 895 €**. Ce montant a été évalué dans la délibération de la CRE du 13 juillet 2022 comme la somme des frais de gestion prévisionnels au titre de 2023 (55 342 €) et de l'écart entre les frais de gestion constatés en 2021 et les frais prévisionnels au titre de cette même année (- 24 447 €).

Pour 2024, les charges à compenser à la Caisse des dépôts et consignations pour la gestion des comptes relatifs aux charges de service public de l'énergie s'élèvent à **48 674 €**. Il s'agit de la somme des frais de gestion prévisionnels au titre de 2024 (52 0008 €) et de l'écart entre les frais de gestion constatés en 2022 et les frais prévisionnels au titre de cette même année (- 3 334 €). Les frais de gestion constatés en 2022 (52 008 €) seront actés par un arrêté à paraître prochainement.

Ces frais sont intégrés à la sous-action « Frais d'intermédiation ».

#### 4. FRAIS DE GESTION DE POWERNEXT

Pour 2023, les charges à compenser à l'entreprise Powernext pour l'enregistrement des installations de production sur le compte de l'État, l'émission des garanties d'origine et leur mise aux enchères sont inchangées et s'élèvent à **1 003 283 €**. Ce montant a été évalué dans la délibération de la CRE du 13 juillet 2022 comme la somme des frais de gestion prévisionnels au titre de 2023 (780 000 €) et de l'écart entre les frais de gestion constatés en 2021 et les frais prévisionnels au titre de cette même année (+ 223 283 €).

Pour 2024, les charges à compenser à l'entreprise Powernext pour l'enregistrement des installations de production sur le compte de l'État, l'émission des garanties d'origine et leur mise aux enchères s'élèvent à **356 248 €**. Il s'agit de l'écart entre les frais de gestion constatés en 2022 et les frais prévisionnels au titre de cette même année. Powernext a également fourni une prévision de charges au titre de 2024 à titre informatif (780 000 €) mais celle-ci n'est pas intégrée dans la mesure où l'organisme chargé de la gestion du registre des garanties d'origine et de leur mise aux enchères n'est pas encore désigné à compter de 2024, comme explicité à la section 1.6.

Ces frais sont intégrés à la sous-action « Frais d'intermédiation ».

#### 5. REEVALUATION DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE POUR 2023

##### 5.1 Détail des montants réévalués de charges de service public de l'énergie pour 2023 par type d'opérateur

Le détail de la réévaluation du montant des charges de service public à compenser aux opérateurs en 2023 par type d'opérateur est présenté dans le Tableau 1 et par opérateur dans le Tableau 5.

**Tableau 1 : Charges de service public de l'énergie réévaluées pour 2023 et ventilées par type d'opérateurs**

		Mise à jour de la prévision au titre de 2023 (annexe 2)	Charges constatées au titre de 2022 (annexe 2)	Prévision initiale au titre de 2022 <sup>(4)</sup>	Charges constatées au titre de 2021 <sup>(2)</sup>	Mise à jour de la prévision au titre de 2021 <sup>(4)</sup>	Écart de recouvrement 2022 (annexe 5)	Écart de recouvrement 2021 <sup>(2)</sup>	Reliquats antérieurs à 2021 <sup>(2)</sup>	Frais financiers 2021 <sup>(2)</sup>	Charges prévisionnelles 2023
M€		CP'' <sub>23</sub>	CC <sub>22</sub>	CP' <sub>22</sub>	CC <sub>21</sub>	CP'' <sub>21</sub>	CP <sub>22</sub> - CR <sub>22</sub>	CP <sub>21</sub> - CR <sub>21</sub>	R <sub>21</sub>	FF <sub>21</sub>	CP <sub>23</sub>
Hors charges liées aux BT et amo.	EDF	-2 627,3	1 525,6	7 620,4	5 626,9	7 141,7	-1,5	0,0	22,1	-9,7	-10 226,0
	Électricité de Mayotte	155,9	143,5	122,4	112,7	119,9	0,0	0,0	0,7	-0,3	170,0
	Entreprises locales de distribution	154,7	-269,8	319,0	137,4	320,7	0,0	0,0	7,0	-0,7	-611,1
	Autres fournisseurs, organismes agréés	723,3	61,3	701,5	225,5	391,8	0,1	0,0	0,4	-3,7	-86,3
	RTE	33,0	72,0	40,0	13,1	17,2	0,0	0,0	0,0	-0,3	60,7
	Autres acteurs en ZNI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Électricité & Eau de Wallis-et-Futuna	11,9	9,3	6,9	6,0	6,7	0,0	0,0	0,0	0,0	13,5
	TOTAL hors BT et amo.	-1 548,5	1 542,0	8 810,3	6 121,6	7 997,9	-1,4	0,0	30,2	-14,8	-10 679,2
BT et amo.	Fournisseurs d'électricité	23 522,6	825,9	0,0	0,0	0,0	-131,3	0,0	0,0	0,0	24 217,2
	Fournisseurs de gaz naturel	1 350,5	3 154,7	0,0	351,6	0,0	-579,9	0,0	0,0	3,0	4 279,9
	TOTAL BT et amo.	24 873,1	3 980,6	0,0	351,6	0,0	-711,2	0,0	0,0	3,0	28 497,1
	TOTAL	23 324,6	5 522,6	8 810,3	6 473,2	7 997,9	-712,6	0,0	30,2	-11,8	17 817,9
								Frais de gestion CDC		0,031	
								Frais enchères garanties d'origine		1,003	
								Total charges à compenser pour 2023		17 818,9	

(1) Charges objet des délibérations du 15 juillet 2021 et du 7 octobre 2021 relatives à l'évaluation des charges de service public de l'énergie pour 2022.

(2) Charges objet de la délibération du 15 juillet 2022 et du 3 novembre 2022 relatives à l'évaluation des charges de service public de l'énergie pour 2023.

Le montant cumulé des charges ou des produits financiers constatés pour chaque opérateur est évalué à **- 11,8 M€** répartis entre :

- - 14,8 M€ de frais financiers liés aux charges hors boucliers tarifaires et amortisseurs ;
  - dont - 9,7 M€ de frais financiers d'EDF ;

- dont - 5,1 M€ de frais financiers des autres opérateurs ;
- 3,0 M€ de frais financiers liés aux pertes de recettes des fournisseurs de gaz naturel en 2021.

Le montant total des charges de service public à compenser en 2023 est réévalué à **17 817,9 M€** répartis entre :

- **- 10 679,2 M€** de charges hors boucliers tarifaires et amortisseurs ;
  - dont - 10 226,0 M€ pour EDF ;
  - dont **- 453,2 M€** pour les autres opérateurs ;
- **28 497,1 M€** de charges liées aux charges boucliers tarifaires et amortisseurs ;
  - dont **24 217,2 M€** pour les fournisseurs d'électricité ;
  - dont **4 279,9 M€** pour les fournisseurs de gaz naturel.

## 5.2 Bilan de la réévaluation des charges de service public de l'énergie pour 2023 par action budgétaire

En prenant en compte les **17 817,9 M€** à compenser aux opérateurs ou à reverser par ces derniers, auxquels s'ajoutent les 0,031 M€ de frais de gestion de la Caisse des dépôts et consignations et les 1,003 M€ de frais de Powernext pour la mise aux enchères des garanties d'origine, les charges de service public de l'énergie pour 2023 s'élèvent à **17 818,9 M€**.

La décomposition par actions et sous-actions des charges pour 2023 est présentée dans le Tableau 2.

**Tableau 2 : Charges de service public de l'énergie pour 2023 réparties par actions et sous-actions budgétaires**

Actions	Sous-actions	Charges à compenser pour 2023 (M€)
1. Soutien ENR électrique en métropole	1. Éolien terrestre	-8 587,6
	2. Éolien en mer	-203,1
	3. Photovoltaïque	-2 359,4
	4. Bio-énergies	-965,1
	5. Autres énergies	-1 368,8
	<b>TOTAL</b>	<b>-13 484,0</b>
2. Injection biométhane		<b>-68,0</b>
3. Soutien en ZNI	1. Transition énergétique	652,1
	2. Mécanismes de solidarité	2 297,1
	<b>TOTAL</b>	<b>2 949,2</b>
4. Cogénération et autres moyens thermiques		<b>-258,8</b>
5. Effacement		<b>61,0</b>
6. Dispositifs sociaux	1. Compensation FSL	27,7
	2. Afficheur déporté	14,2
	3. Autres	8,7
	<b>TOTAL</b>	<b>50,5</b>
7. Frais divers	1. Frais de gestion + Frais financiers + Défaut de recouvrement	75,5
	2. Frais d'intermédiation <sup>(1)</sup>	1,0
	3. Complément de prix ARENH	-1,5
	<b>TOTAL</b>	<b>75,0</b>
<b>Total hors BT et amo.</b>		<b>-10 675,1</b>
8. Mesures exceptionnelles de protection des consommateurs	1. Mesures à destination des consommateurs d'électricité	24 217,2
	2. Mesures à destination des consommateurs de gaz	4 276,9
	<b>TOTAL</b>	<b>28 494,1</b>
<b>TOTAL</b>		<b>17 818,9</b>

(1) Les frais d'intermédiation sont composés des frais de gestion de la Caisse des dépôts et consignations et de ceux de Powernext pour la mise aux enchères des garanties d'origine

## 6. EVALUATION DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE POUR 2024

### 6.1 Détail des montants de charges de service public de l'énergie pour 2024 par opérateur

Les détails du montant des charges de service public à compenser aux opérateurs en 2024 par type d'opérateur sont présentés dans le Tableau 3 et par opérateur dans le Tableau 6.

**Tableau 3 : Charges de service public de l'énergie pour 2024 ventilées par type d'opérateurs**

		Charges prévisionnelles au titre de 2024 (annexe 1)	Mise à jour de la prévision au titre de 2023 (annexe 2)	Charges Intégrées au calcul du CP <sub>23</sub> (1)	Charges constatées au titre de 2022 (annexe 3)	Charges Intégrées au calcul du CP <sub>23</sub> (1)	Écart de recouvrement prévisionnel 2023 (annexe 5)	Écart de recouvrement 2022 <sup>(2)</sup>	Reliquats antérieurs à 2022 (annexe 4)	Frais financiers 2022 (annexe 6)	Charges prévisionnelles 2024
M€		CP'24	CP"23	CP"23	CC22	CC22	CP <sub>23</sub> - CR'23	CP22 - CR22	R22	FF22	CP24
Hors charges liées aux BT et amo.	EDF	-419,4	-2 627,3	-2 627,3	1 525,6	1 525,6	-22,1	0,0	34,4	-86,5	-493,7
	Électricité de Mayotte	170,3	155,9	155,9	143,5	143,5	0,0	0,0	1,6	0,0	171,9
	Entreprises locales de distribution	39,7	154,7	154,7	-269,8	-269,8	0,0	0,0	5,7	-8,3	37,1
	Autres fournisseurs, organismes agréés	841,0	723,3	723,3	61,3	61,3	0,0	0,0	1,9	-10,1	832,8
	RTE	63,0	33,0	33,0	72,0	72,0	0,0	0,0	0,0	0,3	63,3
	Autres acteurs en ZNI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Électricité & Eau de Wallis-et-Futuna	12,7	11,9	11,9	9,3	9,3	0,0	0,0	0,0	0,0	12,6
	TOTAL hors BT et amo.	707,1	-1 548,5	-1 548,5	1 542,0	1 542,0	-22,1	0,0	43,6	-104,6	623,9
BT et amo.	Fournisseurs d'électricité	0,0	23 522,6	23 522,6	825,9	825,9	0,0	0,0	0,0	6,0	6,0
	Fournisseurs de gaz naturel	0,0	1 350,5	1 350,5	3 154,7	3 154,7	0,0	0,0	-11,2	28,1	17,0
	TOTAL BT et amo.	0,0	24 873,1	24 873,1	3 980,6	3 980,6	0,0	0,0	-11,2	34,1	23,0
	TOTAL	707,1	23 324,6	23 324,6	5 522,6	5 522,6	-22,1	0,0	32,4	-70,5	646,9
								Frais de gestion CDC		0,049	
								Frais enchères garanties d'origine		0,356	
								Total charges à compenser pour 2024		647,3	

(1) Au titre de 2023, les charges intégrées au calcul du CP<sub>23</sub> correspondent à la mise à jour de la prévision au titre de 2023 ; au titre de 2022, les charges intégrées au calcul du CP<sub>23</sub> correspondent aux charges constatées au titre de 2022.

(2) Ecart de recouvrement 2022 déjà intégré au calcul des charges à compenser pour 2023 donc non pris en compte ici.

Le montant cumulé des charges ou des produits financiers constatés pour chaque opérateur est évalué à **- 70,5 M€** répartis entre :

- **- 104,6 M€** de frais financiers liés aux charges hors boucliers tarifaires et amortisseurs ;
  - dont - 86,5 M€ de frais financiers d'EDF ;
  - dont **- 18,1 M€** de frais financiers des autres opérateurs ;
- **34,1 M€** de frais financiers liés aux charges boucliers tarifaires et amortisseurs.

Le montant total des charges de service public à compenser en 2024 est évalué à **646,9 M€** répartis entre :

- **623,9 M€** de charges hors boucliers tarifaires et amortisseurs ;
  - dont - 493,7 M€ pour EDF ;
  - dont **1 117,6 M€** pour les autres opérateurs ;
- **23,0 M€** de charges liées aux boucliers tarifaires et amortisseurs ;
  - dont 6,0 M€ pour les fournisseurs d'électricité ;
  - dont **17,0 M€** pour les fournisseurs de gaz naturel.

## 6.2 Bilan des charges de service public de l'énergie pour 2024 par action budgétaire

En prenant en compte les 646,9 M€ à compenser aux opérateurs ou à reverser par ces derniers, auxquels s'ajoutent les 0,049 M€ de frais de gestion de la Caisse des dépôts et consignations et les 0,356 M€ de frais de Povernext pour la mise aux enchères des garanties d'origine, les charges de service public de l'énergie pour 2024 s'élèvent à 647,3 M€.

La décomposition par actions et sous-actions des charges pour 2024 est présentée dans le Tableau 4.

**Tableau 4 : Charges de service public de l'énergie pour 2024 réparties par actions et sous-actions budgétaires**

Actions	Sous-actions	Charges à compenser pour 2024 (M€)
1. Soutien ENR électrique en métropole	1. Éolien terrestre	-2 963,8
	2. Éolien en mer	-35,6
	3. Photovoltaïque	597,9
	4. Bio-énergies	8,9
	5. Autres énergies	-280,2
	<b>TOTAL</b>	<b>-2 672,8</b>
2. Injection biométhane		875,5
3. Soutien en ZNI	1. Transition énergétique	1 054,1
	2. Mécanismes de solidarité	1 182,3
	<b>TOTAL</b>	<b>2 236,4</b>
4. Cogénération et autres moyens thermiques		111,5
5. Effacement		63,0
6. Dispositifs sociaux	1. Compensation FSL	26,7
	2. Afficheur déporté	11,7
	3. Autres	6,5
	<b>TOTAL</b>	<b>44,9</b>
7. Frais divers	1. Frais de gestion + Frais financiers + Défaut de recouvrement	21,5
	2. Frais d'intermédiation <sup>(1)</sup>	0,4
	3. Complément de prix ARENH	-22,1
	<b>TOTAL</b>	<b>-0,2</b>
<b>Total hors BT et amo.</b>		<b>658,5</b>
8. Mesures exceptionnelles de protection des consommateurs	1. Mesures à destination des consommateurs d'électricité	0,0
	2. Mesures à destination des consommateurs de gaz	-11,2
	<b>TOTAL</b>	<b>-11,2</b>
<b>TOTAL</b>		<b>647,3</b>

(1) Les frais d'intermédiation sont composés des frais de gestion de la Caisse des dépôts et consignations et de ceux de Povernext pour la mise aux enchères des garanties d'origine



## 7. DETAIL DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE DE CHAQUE OPERATEUR REEVALUEES POUR 2023

Le Tableau 5 présente le détail des charges de service public de l'énergie à compenser aux opérateurs en 2023.

**Tableau 5 : Charges de service public de l'énergie à compenser aux opérateurs en 2023**

En €	Charges retenues pour 2023 hors BT et amo.			Charges retenues pour 2023 liées aux BT et amo.		Total des charges retenues pour 2023
	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	TOTAL hors BT et amo.	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	
R.S.E. REGIE SERVICES ENERGIE AMBERIEUX	733 272	934	734 206			
SICAE de l'Aisne	577 629	-6 955	570 674			
Énergie Développement Services du BRIANÇONNAIS	1 931	2 237	4 168			
Régie Municipale d'Électricité ROQUEBILLIERE	22 731	-63	22 668			
Régie Communale d'Électricité GATTIÈRES	141 673	197	141 870			
Régie Électrique DALOU	12 534	-150	12 384			
Régie municipale d'Électricité VARILHES	479 023	-79	478 944			
Régie Municipale d'Électricité VICDESSOS	6 975	19	6 994			
Régie Municipale d'Électricité MAZÈRES	711 874	-9 931	701 943			
Régie Municipale d'Électricité L'HOSPITALET	0	-3	-3			
Régie Municipale d'Électricité ARIGNAC	81 237	395	81 632			
Régie Électrique MERCUS GARRABET	6 776	-3	6 773			
Régie Municipale d'Électricité MERENS LES VALS	465	-39	426			
Régie municipale d'Électricité QUIÉ	1 873	8	1 881			
Régie municipale d'Électricité TARASCON-SUR-ARIÈGE	-248 437	714	-247 723			
Régie municipale d'Électricité SAVERDUN	711 931	-2 084	709 847			
Régie d'Électricité SAINT-QUIRC - CANTE - LISSAC - LABATUT	180 928	2	180 930			
S.I.C.A.E. DE LA REGION DE PRECY SAINT-MARTIN	-1 069 280	-4 068	-1 073 348			
Régie d'Électricité COUNOZOULS	0	-28	-28			
Énergie Quillan Occitanie	171 221	511	171 732			
S.I.V.O.M. LABERGEMENT SAINTE-MARIE	54 689	368	55 057			
Régie SDED EROME-GERVANS	96 701	-46	96 655			
Société d'économie mixte locale DREUX - GEDIA	1 554 624	-177	1 554 447			
Régie Municipale d'Électricité CAZÈRES	1 548	51	1 599			
Régie Municipale d'Électricité MARTRES TOLOSANE	13 094	-98	12 996			
Régie Municipale d'Électricité MONTESQUIEU VOLVESTRE	0	5	5			
Régie municipale d'Électricité MIRAMONT DE COMMINGES	49 992	115	50 107			
Régie Municipale Multiservices de LA REOLE	11 789	-270	11 519			
Régie d'Électricité du Syndicat du SUD DE LA REOLE	119 949	1 192	121 141			
Régie Municipale de Bazas Énergie	-70 389	2 697	-67 692			
Régie Municipale d'Électricité GIGNAC	75 134	-560	74 574			
Régie Municipale d'Électricité CAZOULS LÈS BÉZIERES	110 967	-14	110 953			
Coopérative d'Électricité SAINT-MARTIN DE LONDRES	-6 965 245	-5 474	-6 970 719			
GAZ ÉLECTRICITÉ DE GRENOBLE	-18 117 326	-4 803	-18 122 129			
Régie Municipale de Distribution d'Énergie VILLARD BONNOT	0	0	0			
Régie Municipale d'Électricité SALINS LES BAINS	31 040	109	31 149			
GASCOGNE ENERGIES SERVICES AIRE SUR L'ADOUR (ex Régies Municipales)	-175 710	4 292	-171 418			
S.I.C.A.E. REGION DE PITHIVIERS	-4 390 647	-41 092	-4 431 739			
Régie Communale Électrique SAULNES	9 749	11	9 760			
SAEML UEM USINE D'ELECTRICITE DE METZ	-26 246 037	82 115	-26 163 922			
Régie Communale d'Électricité PIERREVILLERS	6 296	9	6 305			

En €	Charges retenues pour 2023 hors BT et amo.			Charges retenues pour 2023 liées aux BT et amo.		Total des charges retenues pour 2023
	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	TOTAL hors BT et amo.	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	
Régie Municipale d'Électricité ROMBAS	52 911	-90	52 821			
Régie Municipale d'Électricité CREUTZWALD	-922 091	7 800	-914 291			
Régie Municipale de Distribution CLOUANGE	11 792	33	11 825			
Régie d'Électricité BITCHE	34 394	41	34 435			
Régie Communale d'Électricité SAINTE-MARIE AUX CHENES	51 873	322	52 195			
Régie Municipale de Distribution d'Électricité de HAGONDANGE	24 588	-60	24 528			
Régie d'Électricité SCHOENECK	38 995	88	39 083			
Régie Municipale d'Électricité AMNÉVILLE	41 258	196	41 454			
Régie Communale d'Électricité REDANGE	0	-79	-79			
Régie Municipale d'Électricité HOMBURG HAUT	21 648	83	21 731			
Régie Municipale d'Électricité ENERGIS SAINT-AVOLD	2 408 109	-2 301	2 405 808			
R.M.E.T. TALANGE	87 053	376	87 429			
Régie Municipale d'Électricité et de Télédistribution MARANGE SILVANGE TERNEL	25 567	-48	25 519			
Régie Municipale d'Électricité MONTOIS LA MONTAGNE	7 423	25	7 448			
S.I.C.A.E. CARNIN	11 087	-21	11 066			
Régie Électrique FONTAINE AU PIRE	1 406	17	1 423			
SEM BEAUVOIS DISTRELEC	11 289	-87	11 202			
Régie Municipale d'Électricité LOOS	16 663	-64	16 599			
Régie Communale d'Électricité MONTATAIRE	1 442 476	-2 500	1 439 976			
S.I.C.A.E. OISE	-36 719 246	-23 460	-36 742 706			
Régie Municipale d'Électricité LARUNS	-1 735	-369	-2 104			
SIVOM d'Énergie du Pays Toy	-7 436	43	-7 393			
Régie Électrique CAPVERN LES BAINS	3 660	-8	3 652			
Energies Services LANNEMEZAN	-107 038	-363	-107 401			
Régie Électrique LA CABANASSE	5 655	-10	5 645			
Régie Électrique Municipale PRATS DE MOLLO LA PRESTE	-662 517	-3 132	-665 649			
Régie Électrique Municipale SAINT-LAURENT DE CERDANS	3 575	121	3 696			
Régie Intercommunale d'Électricité NIEDERBRONN REICHSHOFFEN	188 703	873	189 576			
GAZ DE BARR	188 493	-2 287	186 206			
UME	-1 128 590	1 057	-1 127 533			
Régie Municipale d'Électricité de la ville de SARRE UNION	1 020 602	-773	1 019 829			
ES ENERGIES STRASBOURG	-7 991 139	-84 264	-8 075 403			
VIALIS	-5 087 944	-3 396	-5 091 340			
Coopérative de droit suisse ELEKTRA BIRSECK	-5 390 523	-1 699	-5 392 222			
SAEML HUNELEC Service de Distribution Public HUNELEC	10 039	191	10 230			
SICAE EST	-14 381 242	2 431	-14 378 811			
SOREA	-6 262 475	13 756	-6 248 719			
Régie Électrique TIGNES	-2 538 066	-11 172	-2 549 238			
Régie Électrique Communale AUSOIS	3 201	4	3 205			
Régie Électrique AVRIEUX	3 481	11	3 492			
Régie Électrique VILLARODIN BOURGET	1 294	181	1 475			
Régie Électrique SAINTE-FOY TARENTEAISE	24 825	-85	24 740			
Régie Électrique Municipale VILLAROGIER	289	-9	280			
Régie Électrique MONTVALEZAN	-7 046	-154	-7 200			
Syndicat d'Électricité SYNERGIE MAURIENNE	-2 697 198	6 155	-2 691 043			
ARC ÉNERGIES MAURIENNE	-210 065	1 150	-208 915			

En €		Charges retenues pour 2023 hors BT et amo.		Charges retenues pour 2023 liées aux BT et amo.		Total des charges retenues pour 2023
Nom	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	TOTAL hors BT et amo.	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	
Syndicat des Énergies Électriques de TARENTEISE	-192 180	4 650	-187 530			
Régie Gaz Électricité de la Ville BONNEVILLE	-397 343	670	-396 673			
Régie du Syndicat Intercommunal d'Énergies VALLÉE DE THÔNES	226 434	733	227 167			
Régie Municipale Électrique LES HOUCHES	-64 088	-3 481	-67 569			
Régie Municipale d'Électricité SALLANCHES	-199 033	-2 360	-201 393			
ENERGIE ET SERVICES DE SEYSSEL (SAEML)	1 695 547	6 364	1 701 911			
S.A.I.C. PERS LOISINGES	21 338	62	21 400			
Régie d'Électricité d'Elbeuf	69 089	208	69 297			
Régie Communale de Distribution d'Électricité MITRY MORY	69 980	-87	69 893			
S.I.C.A.E. E.L.Y. : RÉGION EURE & LOIR YVELINES	298 714	85	298 799			
SEOLIS	-188 231 497	-189 728	-188 421 225			
S.I.C.A.E. de la SOMME et du CAMBRAISIS	-79 210 672	-192 287	-79 402 959			
GAZELEC DE PERONNE	-9 663 604	8 502	-9 655 102			
Régie Communale d'Électricité MONTDIDIER	48 773	-2 090	46 683			
Régie Municipale d'Électricité SAINT-PAUL CAP DE JOUX	1 466	-7	1 459			
SICAE du CARMAUSIN	-2 444 881	-1 938	-2 446 819			
Régie Municipale d'Électricité et de Gaz Energie Services Occitans CARMAUX ENEO	-356 412	-685	-357 097			
EPIC ENERGIES SERVICES LAVALUR - Pays de Cogne	261 577	-4 895	256 682			
Régie d'Électricité du Département de la Vienne SOREGIES	-162 668 806	-212 646	-162 881 452			
Régie Municipale Électrique SAINT-LÉONARD DE NOBLAT	-6 123	17	-6 106			
Régie Municipale d'Électricité LA BRESSE	-1 765 865	4 255	-1 761 610			
S.I.C.A.E. CANTONS DE LA FERTÉ-ALAIS & LIMITOPHES	21 669	-1 320	20 349			
Coopérative d'Électricité VILLIERS SUR MARNE	-927	-117	-1 044			
S.I.C.A.E. VALLEE DU SAUSSERON	43 372	16	43 388			
TotalEnergies Electricité et Gaz France	4 488 324	5 613	4 493 937			
Electricité de France	-10 216 255 610	-9 748 651	-10 226 004 261			
ENERCOOP	-6 498 905	-9 602	-6 508 507			
ENERGEM	-1 020	-16	-1 036			
SAVE	-14 440 465	-1 466 679	-15 907 144			
Gaz de Bordeaux	-14 969 021	-4 148	-14 973 169			
Gaz de Paris	-8 376 411	-139 642	-8 516 053			
Veolia Eau REGIONGAZ	0	0	0			
EON France Energie Solutions SAS	0	-104	-104			
GAS NATURAL EUROPE (ex Gas Natural Commercialisation France SA)	0	-9	-9			
SEFE ENERGY (ex-Gazprom Energy)	0	-47	-47			
SOVEN	0	-5	-5			
SOCIETE VALMY DEFENSE 17 SVD 17	-6 295 654	-237 678	-6 533 332			
ENGIE	1 671 845	-1 017 769	654 076			
PROXELIA	-2 614	-3	-2 617			
SELIA	0	-2	-2			
Électricité et Eau de Wallis-et-Futuna	13 568 291	-23 510	13 544 781			
SOCIETE EUROPEENNE DE GESTION DE L'ENERGIE	-4 716 523	-63 011	-4 779 534			
Terreal	-2 062 976	-9 034	-2 072 010			
ENI GAS & POWER France	0	-363	-363			
CALEO	3 610	-8	3 602			
ANTARGAZ	0	7	7			

En €	Charges retenues pour 2023 hors BT et amo.			Charges retenues pour 2023 liées aux BT et amo.		Total des charges retenues pour 2023
Nom	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	TOTAL hors BT et amo.	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	
GEDIA ENERGIES & SERVICES	1 319	-1	1 318			
SYNELVA COLLECTIVITÉS	-23 332 133	-36 559	-23 368 692			
Régie Municipale d'Électricité CAMBOUNET SUR LE SOR	0	-1	-1			
ENDESA ENERGIA SA	-2 423 023	-113 435	-2 536 458			
ALSEN	1 607 878	-10 101	1 597 777			
PICOTY	-4 382 013	-29 202	-4 411 215			
Réseau de Transport d'Electricité	60 950 562	-275 836	60 674 726			
S.A.E.M. ELECTRICITE DE MAYOTTE	170 367 333	-334 305	170 033 028			
EDF Production Electrique Insulaire	0	5	5			
OUI ENERGY	-26 413	-344	-26 757			
ÉNERGIES DU SANTERRE	0	-16	-16			
Joul	577 551	-1 902	575 649			
Union des producteurs locaux d'électricité	-3 117 787	-10 068	-3 127 855			
TotalEnergies GPL	-42 730 396	-161 356	-42 891 752			
BCM ENERGY	2 070 513	-223	2 070 290			
DYNEFF	-7 792	31	-7 761			
ALTERNA	0	-5	-5			
GEG Source d'Energies	-584 965	-804	-585 769			
SOLVAY ENERGY SERVICES (ex RHODIA ENERGY)	632 415	-84 247	548 168			
MINT	60 799	146	60 945			
IBERDROLA ÉNERGIE France	-638 832	-226	-639 058			
PROVIRIDIS SAS	-5 409 924	-64 092	-5 474 016			
REDEO ENERGIES SAS	-1 563 274	-269 080	-1 832 354			
VATTENFALL ÉNERGIES	77 341	-443	76 898			
PLUM ENERGIE	-1 636 458	-22 630	-1 659 088			
SELFEE	-434 563	-2 087	-436 650			
BULB France	-476	0	-476			
ENARGIA	7 951	17	7 968			
AXPO Solutions AG	6 069 330	0	6 069 330			
Total Gas& Power limited	4 917 129	0	4 917 129			
COMPARELEC	99 386	0	99 386			
ELMY Fourniture	5 271	0	5 271			
ILEK	453 512	0	453 512			
ACTELIOS SOLUTIONS (JPME)	0	0	0			
Alpiq Retail France SAS	0	0	0			
la bellenergie (ex Electricité de Provence)	0	0	0			
ELECOCITE	0	0	0			
ENALP	0	0	0			
ENRGIA ENERGIE CATALANE (LLUM)	0	0	0			
FLASH	0	0	0			
Green Network Energie	0	0	0			
GreenYellow Vente d'Energie	0	0	0			
LUCIA	0	0	0			
MEGA ENERGIE	0	0	0			
OHM ENERGIE	0	0	0			
OVO Energy (France)	0	0	0			
SAGITERRE	0	0	0			

En €	Charges retenues pour 2023 hors BT et amo.			Charges retenues pour 2023 liées aux BT et amo.		Total des charges retenues pour 2023
Nom	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	TOTAL hors BT et amo.	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	
SIPLEC	0	0	0			
Sowee	0	0	0			
SYNELVA SAS	0	0	0			
NLG	0	0	0			
VOLTERRES	0	0	0			
WEKIWI SAS	0	0	0			
REGIE MUNICIPALE DE VAL-DE-SOS	0	0	0			
Ekwateur Pro	0	0	0			
Enovos Energie	0	0	0			
Enovos Luxembourg	0	0	0			
EDSB l'agence	0	0	0			
Alpiq Energie France SAS	0	0	0			
Alpiq Solutions France SAS	0	0	0			
Hydronext	0	0	0			
Primeo Energie France	0	0	0			
Primeo Energie Grands Comptes	0	0	0			
Primeo Energie Solutions	0	0	0			
Valoris Enegie	0	0	0			
Vattenfall Europe Sales	0	0	0			
Octopus Energy France - Business	0	0	0			
SAVE Energies vertes	0	0	0			
ELSAN	0	0	0			
Société de Négoce de Produits Pétroliers (SONEPP)	0	0	0			
Edenkia	0	0	0			
INDEXEO	0	0	0			
GazelEnergie Solution	0	0	0			
Gazena	0	0	0			
TOTAL	-10 664 397 780	-14 798 945	-10 679 196 725	28 494 068 683	3 023 669	17 817 895 627

## 8. DETAIL DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE DE CHAQUE OPERATEUR EVALUEES POUR 2024

Le Tableau 6 présente le détail des charges de service public de l'énergie à compenser aux opérateurs en 2024.

**Tableau 6 : Charges de service public de l'énergie à compenser aux opérateurs en 2024**

En €	Charges retenues pour 2024 hors BT et amo.			Charges retenues pour 2024 liées aux BT et amo.		Total des charges retenues pour 2024
	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2022	TOTAL hors BT et amo.	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2022	
R.S.E. REGIE SERVICES ENERGIE AMBERIEUX	827 907	-865	827 042			
SICAE de l'Aisne	1 100 152	-8 267	1 091 885			
Énergie Développement Services du BRIANÇONNAIS	915 640	-2 953	912 687			
Régie Municipale d'Électricité ROQUEBILLIERE	19 677	6	19 683			
Régie Communale d'Électricité GATTIÈRES	83 031	726	83 757			
Régie Électrique DALOU	46 942	-112	46 830			
Régie municipale d'Électricité VARILHES	485 374	363	485 737			
Régie Municipale d'Électricité VICDESSOS	7 931	2	7 933			
Régie Municipale d'Électricité MAZÈRES	1 014 355	-6 360	1 007 995			
Régie Municipale d'Électricité ARIGNAC	65 827	347	66 174			
Régie Électrique MERCUS GARRABET	5 609	10	5 619			
Régie Municipale d'Électricité MERENS LES VALS	6 189	-63	6 126			
Régie municipale d'Électricité QUIÉ	3 859	-10	3 849			
Régie municipale d'Électricité TARASCON-SUR-ARIÈGE	162 003	-3 874	158 129			
Régie municipale d'Électricité SAVERDUN	1 157 417	-5 062	1 152 355			
Régie d'Électricité SAINT-QUIRC - CANTE - LISSAC - LABATUT	193 190	24	193 214			
S.I.C.A.E. DE LA REGION DE PRECY SAINT-MARTIN	938 822	-25 934	912 888			
Régie d'Électricité COUNOZOULS	0	-1	-1			
Énergie Quillan Occitanie	183 124	-1 809	181 315			
S.I.V.O.M. LABERGEMENT SAINTE-MARIE	25 916	16	25 932			
Régie SDED EROME-GERVANS	96 866	-53	96 813			
Société d'économie mixte locale DREUX - GEDIA	1 450 000	1 317	1 451 317			
Régie Municipale d'Électricité CAZÈRES	244 623	-2 091	242 532			
Régie Municipale d'Électricité MARTRES TOLOSANE	18 447	-105	18 342			
Régie municipale d'Électricité MIRAMONT DE COMMINGES	52 922	106	53 028			
Régie Municipale Multiservices de LA REOLE	9 374	-57	9 317			
Régie d'Électricité du Syndicat du SUD DE LA REOLE	914 247	-4 289	909 958			
Régie Municipale de Bazas Énergie	59 745	-2 462	57 283			
Régie Municipale d'Électricité GIGNAC	198 777	-768	198 009			
Régie Municipale d'Électricité CAZOULS LÈS BÉZIERES	129 558	-118	129 440			
Coopérative d'Électricité SAINT-MARTIN DE LONDRES	2 813 265	-122 824	2 690 441			
GAZ ÉLECTRICITÉ DE GRENOBLE	-3 630 850	-205 771	-3 836 621			
Régie Municipale de Distribution d'Énergie VILLARD BONNOT	0	0	0			
Régie Municipale d'Électricité SALINS LES BAINS	33 059	30	33 089			
GASCOGNE ENERGIES SERVICES AIRE SUR L'ADOUR (ex Régies Municipales)	742 881	-5 547	737 334			
S.I.C.A.E. REGION DE PITHIVIERS	381 332	-40 563	340 769			
Régie Communale Électrique SAULNES	6 922	27	6 949			
SAEML UEM USINE D'ELECTRICITE DE METZ	3 831 355	-355 544	3 475 811			
Régie Communale d'Électricité PIERREVILLERS	9 381	-21	9 360			
Régie Municipale d'Électricité ROMBAS	51 501	68	51 569			
Régie Municipale d'Électricité CREUTZWALD	-54 511	-23 098	-77 609			



En €	Charges retenues pour 2024 hors BT et amo.			Charges retenues pour 2024 liées aux BT et amo.		Total des charges retenues pour 2024
	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2022	TOTAL hors BT et amo.	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2022	
Régie Municipale de Distribution CLOUANGE	14 649	-13	14 636			
Régie d'Électricité BITCHE	32 961	35	32 996			
Régie Communale d'Électricité SAINTE-MARIE AUX CHENES	34 541	391	34 932			
Régie Municipale de Distribution d'Électricité de HAGONDANGE	31 922	-142	31 780			
Régie d'Électricité SCHOENECK	40 305	46	40 351			
Régie Municipale d'Électricité AMNÉVILLE	4 268	-69	4 199			
Régie Communale d'Électricité REDANGE	0	-4	-4			
Régie Municipale d'Électricité HOMBOURG HAUT	20 944	47	20 991			
Régie Municipale d'Électricité ENERGIS SAINT-AVOLD	655 388	7 372	662 760			
R.M.E.T. TALANGE	36 630	908	37 538			
Régie Municipale d'Électricité et de Télédistribution MARANGE SILVANGE TERNEL	23 713	-5	23 708			
Régie Municipale d'Électricité MONTOIS LA MONTAGNE	7 337	5	7 342			
S.I.C.A.E. CARNIN	14 520	-33	14 487			
Régie Électrique FONTAINE AU PIRE	0	29	29			
SEM BEAUVOIS DISTRELEC	19 102	-98	19 004			
Régie Municipale d'Électricité LOOS	22 492	-70	22 422			
Régie Communale d'Électricité MONTATAIRE	106 113	14 806	120 919			
S.I.C.A.E. OISE	-11 337 211	-415 763	-11 752 974			
Régie Municipale d'Électricité LARUNS	17 431	-357	17 074			
SIVOM d'Énergie du Pays Toy	4 941	-118	4 823			
Régie Électrique CAPVERN LES BAINS	6 921	-31	6 890			
Energies Services LANNEMEZAN	241 966	-4 028	237 938			
Régie Électrique LA CABANASSE	7 661	-10	7 651			
Régie Électrique Municipale PRATS DE MOLLO LA PRESTE	-58 197	-7 627	-65 824			
Régie Électrique Municipale SAINT-LAURENT DE CERDANS	7 132	-41	7 091			
Régie Intercommunale d'Électricité NIEDERBRONN REICHSHOFFEN	136 992	372	137 364			
GAZ DE BARR	1 486 545	-14 618	1 471 927			
UME	473 760	-16 229	457 531			
Régie Municipale d'Électricité de la ville de SARRE UNION	-746 453	566	-745 887			
ES ENERGIES STRASBOURG	42 604 492	-687 097	41 917 395			
VIALIS	1 593 157	-70 410	1 522 747			
Coopérative de droit suisse ELEKTRA BIRSECK	869 354	-66 499	802 855			
SAEML HUNELEC Service de Distribution Public HUNELEC	81 521	-613	80 908			
SICAE EST	-1 292 753	-172 494	-1 465 247			
SOREA	-1 246 323	-53 564	-1 299 887			
Régie Électrique TIGNES	-448 131	-27 489	-475 620			
Régie Électrique Communale AUSSOIS	4 694	-5	4 689			
Régie Électrique AVRIEUX	3 894	3	3 897			
Régie Électrique VILLARODIN BOURGET	10 564	74	10 638			
Régie Électrique SAINTE-FOY TARENTEISE	11 007	-100	10 907			
Régie Électrique Municipale VILLAROGIER	1 152	-23	1 129			
Régie Électrique MONTVALEZAN	7 141	-208	6 933			
Syndicat d'Électricité SYNERGIE MAURIENNE	235 051	-25 996	209 055			
ARC ÉNERGIES MAURIENNE	9 246	-1 374	7 872			
Syndicat des Énergies Électriques de TARENTEISE	458 000	-3 458	454 542			
Régie Gaz Électricité de la Ville BONNEVILLE	-281 828	-6 176	-288 004			

En €	Charges retenues pour 2024 hors BT et amo.			Charges retenues pour 2024 liées aux BT et amo.		Total des charges retenues pour 2024
	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2022	TOTAL hors BT et amo.	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2022	
Régie du Syndicat Intercommunal d'Énergies VALLÉE DE THÔNES	237 433	385	237 818			
Régie Municipale Électrique LES HOUCHES	-1 006 435	-17 029	-1 023 464			
Régie Municipale d'Électricité SALLANCHES	366 663	-6 550	360 113			
ENERGIE ET SERVICES DE SEYSSEL (SAEML)	1 701 089	4 605	1 705 694			
S.A.I.C. PERS LOISINGES	61 079	-156	60 923			
Régie d'Électricité d'Elbeuf	67 632	-6	67 626			
Régie Communale de Distribution d'Électricité MITRY MORY	38 571	207	38 778			
S.I.C.A.E. E.L.Y. : RÉGION EURE & LOIR YVELINES	530 106	-1 376	528 730			
SEOLIS	-18 679 602	-2 099 601	-20 779 203			
S.I.C.A.E. de la SOMME et du CAMBRAIS	-12 929 071	-945 912	-13 874 983			
GAZELEC DE PERONNE	-2 626 156	-83 123	-2 709 279			
Régie Communale d'Électricité MONTDIDIER	82 921	-5 635	77 286			
Régie Municipale d'Électricité SAINT-PAUL CAP DE JOUX	2 718	-12	2 706			
SICAE du CARMAUSIN	1 751 384	-47 004	1 704 380			
Régie Municipale d'Électricité et de Gaz Energie Services Occitans CARMAUX ENEO	234 542	-6 527	228 015			
EPIC ENERGIES SERVICES LAVAUUR - Pays de Cognac	1 034 469	-9 644	1 024 825			
Régie d'Électricité du Département de la Vienne SOREGIES	-2 989 948	-2 089 332	-5 079 280			
Régie Municipale Électrique SAINT-LÉONARD DE NOBLAT	-13 596	-21	-13 617			
Régie Municipale d'Électricité LA BRESSE	37 440	-16 107	21 333			
S.I.C.A.E. CANTONS DE LA FERTÉ-ALAIS & LIMITROPHES	193 234	-1 917	191 317			
Coopérative d'Électricité VILLIERS SUR MARNE	17 490	-238	17 252			
S.I.C.A.E. VALLEE DU SAUSSERON	44 773	-35	44 738			
TotalEnergies Electricité et Gaz France	7 296 989	-28 909	7 268 080			
Electricité de France	-407 148 050	-86 537 155	-493 685 205			
ENERCOOP	-163 359	-79 094	-242 453			
ENERGEM	0	-24	-24			
SAVE	290 622 887	-3 159 165	287 463 722			
Gaz de Bordeaux	32 670 463	-363 256	32 307 207			
Gaz de Paris	14 490 542	-318 021	14 172 521			
Veolia Eau REGIONGAZ	0	0	0			
EON France Energie Solutions SAS	0	-44	-44			
GAS NATURAL EUROPE (ex Gas Natural Commercialisation France SA)	0	-1	-1			
SEFE ENERGY (ex-Gazprom Energy)	0	-18	-18			
SOCIETE VALMY DEFENSE 17 SVD 17	21 067 664	-433 843	20 633 821			
ENGIE	376 859 280	-3 877 606	372 981 674			
PROXELIA	0	-23	-23			
Électricité et Eau de Wallis-et-Futuna	12 650 481	-7 440	12 643 041			
SOCIETE EUROPEENNE DE GESTION DE L'ENERGIE	16 563 720	-240 300	16 323 420			
Terreal	768 137	-27 405	740 732			
ENI GAS & POWER France	0	-77	-77			
CALEO	3 500	12	3 512			
ANTARGAZ	0	1	1			
GEDIA ENERGIES & SERVICES	0	7	7			
SYNELVA COLLECTIVITÉS	-3 985 903	-258 957	-4 244 860			
ENDESA ENERGIA SA	25 806 566	-310 878	25 495 688			
ALSEN	6 114 703	-44 866	6 069 837			

En €		Charges retenues pour 2024 hors BT et amo.		Charges retenues pour 2024 liées aux BT et amo.		Total des charges retenues pour 2024
Nom	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2022	TOTAL hors BT et amo.	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2022	
PICOTY	2 113 420	-80 002	2 033 418			
Réseau de Transport d'Electricité	63 000 000	287 707	63 287 707			
S.A.E.M. ELECTRICITE DE MAYOTTE	171 820 991	42 622	171 863 613			
OUI ENERGY	15 078	-331	14 747			
ÉNERGIES DU SANTERRE	0	-2	-2			
Joul	776 471	-3 520	772 951			
Union des producteurs locaux d'électricité	-1 001 056	-35 355	-1 036 411			
TotalEnergies GPL	-8 570 920	-509 636	-9 080 556			
BCM ENERGY	2 892 350	-79	2 892 271			
DYNEFF	0	-146	-146			
ALTERNA	0	0	0			
GEG Source d'Energies	2 713 671	-31 522	2 682 149			
SOLVAY ENERGY SERVICES (ex RHODIA ENERGY)	13 139 039	-169 647	12 969 392			
MINT	21 350	444	21 794			
IBERDROLA ÉNERGIE France	0	-6 477	-6 477			
PROVIRIDIS SAS	8 225 365	-162 510	8 062 855			
REDEO ENERGIES SAS	40 845 835	-558 345	40 287 490			
VATTENFALL ÉNERGIES	93 506	-545	92 961			
PLUM ENERGIE	1 470 196	-47 510	1 422 686			
SELFEE	121 557	-7 220	114 337			
BULB France	0	-4	-4			
ENARGIA	2 988	58	3 046			
AXPO Solutions AG	1 367 083	27 250	1 394 333			
Total Gas& Power limited	6 653 923	-1 277	6 652 646			
Nature Energy Green Sales A/S	12 173 261	0	12 173 261			
COMPARELEC	39 036	0	39 036			
ELMY Fourniture	16 300	5	16 305			
ILEK	326 455	0	326 455			
ACTELIOS SOLUTIONS (JPME)	0	0	0			
Alpiq Retail France SAS	0	0	0			
la bellenergie (ex Electricité de Provence)	0	0	0			
ELECOCITE	0	0	0			
ENALP	0	0	0			
ENRGIA ENERGIE CATALANE (LLUM)	0	0	0			
FLASH	0	0	0			
Green Network Energie	0	0	0			
GreenYellow Vente d'Energie	0	0	0			
MEGA ENERGIE	0	0	0			
OHM ENERGIE	0	0	0			
OVO Energy (France)	0	0	0			
SAGITERRE	0	0	0			
SIPLEC	0	0	0			
Sowee	0	0	0			
SYNELVA SAS	0	0	0			
NLG	0	0	0			
VOLTERRES	0	0	0			
WEKIWI SAS	0	0	0			
REGIE MUNICIPALE DE VAL-DE-SOS	0	0	0			

13 juillet 2023

En €	Charges retenues pour 2024 hors BT et amo.			Charges retenues pour 2024 liées aux BT et amo.		Total des charges retenues pour 2024
	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2022	TOTAL hors BT et amo.	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2022	
TOTAL	728 558 726	-104 633 820	623 924 906	-11 161 603	34 120 197	646 883 500